TIBET BRIEF

AOÛT 2021

UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET

VISITE SURPRISE DU PRÉSIDENT CHINOIS AU TIBET

ALORS QUE CELA FAISAIT TRENTE ANS QU'UN PRÉSIDENT CHINOIS NE S'ÉTAIT PLUS RENDU AU TIBET, XI JINPING A EFFECTUÉ UNE VISITE NON ANNONCÉE DANS LA RÉGION AUTONOME DU TIBET DU 20 AU 22 JUILLET DERNIER, LORS DE LAQUELLE IL A EXHORTÉ LA POPULATION LOCALE À « SUIVRE LE PARTI ».

Le président chinois, Xi Jinping, salue des villageois lors de sa visite du village de Galai à Nyingtri, dans la Région autonome du Tibet, le 21 juillet. (Photo : Xinhua)

Le président chinois a atterri le 20 juillet à Nyingtri, dans le sud-est du Tibet, où il a été accueilli par une foule en costume traditionnel agitant le drapeau chinois. Après s'être adressé aux habitants de Nyingtri et avoir inspecté, le lendemain, les travaux de préservation de l'environnement entrepris dans le bassin du fleuve Yarlung Tsangpo (sur lequel la Chine construit un barrage controversé), Xi Jinping a emprunté une section du nouveau chemin de fer de haute altitude pour rejoindre la capitale tibétaine, Lhassa. Les médias d'État chinois ont relaté par la suite qu'il avait visité le Bharkor et le monastère de Drepung, et qu'il avait « inspecté le travail sur les affaires ethniques et religieuses » et la protection du patrimoine culturel tibétain. Il a également été vu s'adressant à des habitants rassemblés devant le Palais du Potala – l'ancienne résidence d'hiver du Dalaï-lama. Lors de cette allocution, il a affirmé que la « renaissance de la nation chinoise » ne pouvait avoir lieu que si la population suivait le Parti.

La visite de Xi Jinping est peut-être liée au 70ème anniversaire de l'accord controversé en 17 points, qui, selon les affirmations fallacieuses de la Chine, marque la « libération pacifique du Tibet », mais que le Dalaï-lama a dénoncé comme étant un accord conclu sous la contrainte.

Les habitants de Lhassa ont signalé des

> SUITE PAGE 2

DANS CETTE ÉDITION

1 Visite surprise du président chinois au Tibet
2 Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, rencontre un représentant du Dalaï-lama
3 Dans un rapport sur la stratégie UE-Chine, le Parlement européen fait part de ses inquiétudes quant à la persécution des Tibétains et appelle de nouveau au boycott diplomatique des jeux olympiques de Pékin
4 Examen périodique universel: le gouvernement népalais refuse de respecter les droits des réfugiés tibétains
5 Plusieurs arrestations lors des célébrations de l'anniversaire du Dalaï-lama au Tibet
6 La Chine ferme un monastère historique et expulse moines et nonnes
7 Un code de conduite interdit aux membres tibétains du PCC de pratiquer leur religion
8 Le point sur les prisonniers politiques
9 Suggestion de lecture
10 Événements à venir

INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET

ICT EUROPE
Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS
15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY
Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT
1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +(1) 202-785-1515
Fax: (202) 785-434
info@savetibet.org

TIBET BRIEF
AOÛT 2021
UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET

> SUITE DE LA PAGE 1

activités inhabituelles et un contrôle accru de leurs déplacements en amont de cette visite ; et même si un haut niveau de sécurité est attendu lors d'une visite de Xi Jinping, où qu'elle se déroule, il est étonnant que même les médias d'État chinois n'aient pas directement relaté la visite.

ICT est d'avis que cette absence totale de couverture immédiate de la visite pas les médias d'État indique que le Tibet reste un sujet sensible et que les autorités chinoises ne sont pas convaincues de leur légitimité auprès du peuple tibétain.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN, ANTONY BLINKEN, RENCONTRE UN REPRÉSENTANT DU DALAÏ-LAMA

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN, ANTONY BLINKEN, S'EST ENTRETENU AVEC LE REPRÉSENTANT DU DALAÏ-LAMA À NEW DELHI À L'OCCASION D'UNE VISITE EN INDE EN JUILLET DERNIER, UNE DÉMARCHE QUI TÉMOIGNE DU SOUTIEN INDÉFECTIBLE DES ÉTATS-UNIS AU TIBET.

Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a rencontré le directeur de la Tibet House, Geshe Dorji Damdul, et d'autres dirigeants de la société civile lors d'une table ronde à New Delhi, le 28 juillet.

Selon le Département d'État, M. Blinken a rencontré Ngodup Dongchung, le représentant du Dalaï-lama à New Delhi, le 28 juillet. *«Le Dalaï-lama est à l'évidence un chef spirituel révéré à l'échelle mondiale, et donc le geste a été accueilli avec gratitude et apprécié»*, a déclaré un fonctionnaire américain à la presse, sous le couvert de l'anonymat. D'après des articles parus dans les médias, M. Dongchung a offert à M. Blinken une écharpe de cérémonie de la part du Dalaï-lama.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, a réagi à la réunion en précisant que son pays *«s'oppos[ait] fermement à toute forme de contact entre des responsables étrangers et le Dalaï-lama»*. Outre l'hypocrisie de la Chine, qui se plaint d'une ingérence étrangère alors qu'elle s'immisce dans les affaires des États-Unis et de l'Inde, le porte-parole fait fi du fait que le peuple américain se préoccupe véritablement de la cause tibétaine.

Les réunions qu'a tenues le secrétaire d'État avec M. Dongchung et Geshe Dorji Damdul ne sont que les derniers témoignages en date de l'attachement que porte le Département d'État au Tibet sous la direction de M. Blinken. Plus tôt en juillet, M. Blinken s'était associé à d'autres dirigeants du monde entier pour souhaiter un joyeux anniversaire au Dalaï-lama, à l'occasion de ses 86 ans ; il a également été le premier secrétaire d'État à s'exprimer lors de la réception annuelle du Département d'État pour le Nouvel An tibétain.

DANS UN RAPPORT SUR LA STRATÉGIE UE-CHINE, LE PARLEMENT EUROPÉEN FAIT PART DE SES INQUIÉTUDES QUANT À LA PERSÉCUTION DES TIBÉTAINS ET APPELLE DE NOUVEAU AU BOYCOTT DIPLOMATIQUE DES JEUX OLYMPIQUES DE PÉKIN

LE 16 SEPTEMBRE, LE PARLEMENT EUROPÉEN A ADOPTÉ UN RAPPORT SUR UNE NOUVELLE STRATÉGIE UE-CHINE, DANS LEQUEL IL EXHORTE LA CHINE À SE SOUMETTRE AUX OBLIGATIONS QUI LUI INCOMBENT EN VERTU DE SON DROIT NATIONAL ET DU DROIT INTERNATIONAL EN MATIÈRE DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME, NOTAMMENT AU TIBET.

Dans ce rapport complet, qui propose une stratégie reposant sur six piliers – dont un intitulé «une action accrue en faveur des valeurs universelles, des normes internationales et des droits de l'homme» –, les députés du Parlement européen indiquent qu'ils s'inquiètent vivement des rapports sur les programmes de travail forcé au Tibet, et ils réclament le libre accès

> SUITE PAGE 3

> SUITE DE LA PAGE 2

aux régions tibétaines pour les diplomates et les journalistes. Ils invitent également la Commission européenne à faire part aux autorités chinoises de son inquiétude face aux mesures de la Chine relatives à l'administration du clergé (ordonnance n° 15), qui renforcent la mainmise de l'État sur la sélection des dirigeants religieux. Depuis quelques années, le gouvernement chinois recourt à de telles mesures et réglementations pour légitimer son plan de désigner lui-même le successeur du 14ème Dalaï-lama – en violation des traditions religieuses bouddhistes et du droit fondamental des communautés bouddhistes tibétaines de suivre leur propre processus spirituel, sans ingérence du gouvernement.

Le rapport contient également plusieurs recommandations visant à rendre le dialogue UE-Chine sur les droits de l'homme plus axé sur les résultats, dont une recommandation en faveur de l'instauration d'un « dialogue parallèle » auquel participeraient d'autres parties prenantes. Ces recommandations sont les bienvenues, sachant que la Chine a progressivement dévalorisé ce dialogue qui n'a jusqu'à présent pas permis d'améliorer concrètement la situation des droits de l'homme dans le pays..

En outre, les eurodéputés ont réitéré leur position selon laquelle l'examen et le processus de ratification de l'accord global sur les investissements UE-Chine (AGI) ne pourra commencer tant que les sanctions de la Chine à l'encontre des députés au Parlement européen et des institutions de l'Union européenne n'auront pas été levées. Ils ont par ailleurs à nouveau recommandé aux dirigeants de l'UE et de ses États membres de refuser l'invitation aux Jeux olympiques d'hiver de Pékin dans le cas où la situation des droits de l'homme en Chine et à Hong Kong ne s'améliorerait pas.

Cliquez ici pour lire le rapport du Parlement européen sur une nouvelle stratégie UE-Chine.

EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL : LE GOUVERNEMENT NÉPALAIS REFUSE DE RESPECTER LES DROITS DES RÉFUGIÉS TIBÉTAINS

LE GOUVERNEMENT NÉPALAIS NE S'EST PAS ENGAGÉ À RESPECTER ET PROTÉGER LES DROITS DES RÉFUGIÉS TIBÉTAINS LORS DE L'ADOPTION DU RAPPORT DE SON EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL (EPU).

Le gouvernement a « pris note » (c'est à dire qu'il a rejeté) des importantes recommandations qui lui ont été adressées par les États membres de l'ONU concernant les réfugiés tibétains le 21 janvier 2021, dans le cadre du troisième cycle de l'EPU du pays. Il a notamment décidé de ne pas accepter la recommandation clé d'inscrire tous les réfugiés tibétains et de vérifier leur présence, la recommandation d'intensifier la lutte contre la ségrégation et la discrimination à l'égard des minorités ethniques, notamment les Tibétains, ainsi que deux autres recommandations l'exhortant à respecter le principe de non-refoulement.

L'adoption du rapport de l'EPU du Népal a eu lieu le 8 juillet, lors de la 47ème session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Au cours de cette session, ICT a également prononcé deux déclarations au nom de la Helsinki Foundation for Human Rights – la première, pour exhorter la Chine à respecter les droits culturels des Tibétains en matière de langue et d'enseignement, et la seconde, pour exprimer ses inquiétudes quant à l'attribution des Jeux olympiques d'hiver 2022 à la Chine, compte tenu des violations généralisées et systématiques des droits de l'homme commises par Pékin.

Cliquez ici pour lire le communiqué de presse commun d'ICT et de la FIDH sur l'adoption du rapport de l'EPU du Népal.
Cliquez ici pour lire la contribution conjointe d'ICT et de la FIDH en amont de l'EPU du Népal.

PLUSIEURS ARRESTATIONS LORS DES CÉLÉBRATIONS DE L'ANNIVERSAIRE DU DALAÏ-LAMA AU TIBET

MALGRÉ LA VIOLENTE RÉPRESSION CHINOISE DES PARTISANS DU DALAÏ-LAMA AU TIBET, DES TIBÉTAINS COURAGEUX ONT CÉLÉBRÉ L'ANNIVERSAIRE DU CHEF RELIGIEUX EN JUILLET. PLUSIEURS D'ENTRE EUX ONT ÉTÉ ARRÊTÉS.

Le Dalaï-lama a eu 86 ans le 6 juillet 2021, et si son anniversaire a été célébré par un déluge de soutien de la part de fidèles enthousiastes et de dirigeants du monde entier, il n'en a pas été de même au Tibet.

Golog Jigme, un ancien prisonnier politique tibétain qui vit aujourd'hui en exil, a fait savoir à

> SUITE PAGE 4

> SUITE DE LA PAGE 3

Radio Free Asia que la police chinoise avait arrêté deux Tibétains âgés d'une quarantaine d'années – un homme, Kunchok Tashi, et une femme, Dzapo – soupçonnés d'« avoir fait partie d'un groupe sur les réseaux sociaux qui a partagé des images et des documents et encouragé la récitation de prières tibétaines le jour de l'anniversaire de Sa Sainteté le Dalaï-lama ». Ces arrestations ont eu lieu dans la ville de Kyaglung, dans la préfecture autonome tibétaine de Kardze (en chinois : Ganzi), dans la province chinoise du Sichuan. D'après Golog Jigme, vingt à trente autres Tibétains ont été arrêtés, « mais en raison de la limitation stricte des communications dans la région, personne ne connaît leur nom ou le lieu » des arrestations.

Ce n'est pas la première fois que les autorités chinoises punissent des Tibétains pour avoir célébré l'anniversaire du Dalaï-lama. En 2013, les autorités avaient tiré une balle dans la tête de deux moines tibétains et gravement blessé plusieurs autres personnes après avoir ouvert le feu sur la foule qui s'était rassemblée pacifiquement pour célébrer l'anniversaire du Dalaï-lama dans l'est du Tibet. Deux ans plus tard, les autorités avaient arrêté puis puni d'une lourde peine de prison neuf Tibétains qui avaient organisé un petit pique-nique en l'honneur de l'anniversaire du Dalaï-lama.

L'écrivaine et militante tibétaine Tsering Woeser a partagé sur les réseaux sociaux plusieurs photos de Tibétains célébrant l'anniversaire du Dalaï-lama.

LA CHINE FERME UN MONASTÈRE HISTORIQUE ET EXPULSE MOINES ET NONNES

LES AUTORITÉS LOCALES DE LA PROVINCE CHINOISE DU GANSU ONT FERMÉ UN MONASTÈRE BOUDDHISTE TIBÉTAIN, EXPULSANT PAR LA FORCE LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ MONASTIQUE ET LEUR ORDONNANT DE SE DÉVÊTIR.

Des agents en civil expulsent des nonnes par la force tandis que d'autres quittent la salle d'assemblée du monastère.

Des vidéos faites ce jour-là au monastère de Kharmar (en chinois : Hongcheng) montrent des agents procédant à des expulsions, des moines protestant contre leur départ forcé de la vie monastique en faisant un sit-in, des nonnes en pleurs et un moine menaçant de se jeter d'un toit.

Bien que certains fonctionnaires de l'administration locale aient feint de ne pas être au courant de l'expulsion, un employé du bureau des affaires relatives aux minorités ethniques et aux religions dans le comté de Yongjing (où est situé le monastère de Kharmar) a tacitement confirmé les faits, expliquant à Radio Free Asia que *«le directeur Cui du comité de gestion du monastère était responsable de la réinstallation des moines et des nonnes»*. Il est fréquent que les autorités chinoises qualifient ces expulsions de « réinstallations » et les détentions arbitraires, d'« instruction politique et juridique ».

Les raisons derrière la fermeture du monastère restent floues, mais, d'après certains articles, elle pourrait être liée à un don que le monastère aurait fait pour contribuer à la lutte contre la pandémie de COVID-19 en Chine. Les autorités chinoises locales du comté de Yongjing auraient saisi ce don et l'auraient utilisé comme prétexte pour harceler les moines et nonnes et pour fermer le monastère. Les autorités chinoises voient le bouddhisme tibétain comme une menace pour la sécurité nationale de la Chine. Toute activité impliquant une mobilisation de masse, comme une collecte de fonds dans ce cas-ci, constitue dès lors pour elles une menace pour la sécurité nationale et la sécurité politique du Parti communiste chinois.

Depuis quelques années, le président chinois, Xi Jinping, s'efforce d'empêcher que le bouddhisme tibétain ne se répande à l'est dans le reste de la Chine, et le fait que le monastère de Kharmar soit une institution bouddhiste tibétaine située en dehors des zones tibétaines autonomes l'a sans doute rendu plus vulnérable.

UN CODE DE CONDUITE INTERDIT AUX MEMBRES TIBÉTAINS DU PCC DE PRATIQUER LEUR RELIGION

UN NOUVEAU CODE DE CONDUITE DESTINÉ AUX MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS DANS LA RÉGION AUTONOME DU TIBET INTERDIT EXPLICITEMENT AUX MEMBRES DU PARTI DE PRATIQUER TOUTE FORME DE RELIGION, QUE CE SOIT DANS LA VIE PUBLIQUE OU DANS LA SPHÈRE PRIVÉE.

Le « Code de conduite des membres du Parti communiste de la Région autonome du Tibet sur l'absence de croyance religieuse », un code en six points actuellement à l'essai, est sans doute le premier règlement du Parti détaillant clairement et de manière exhaustive les différents types de pratiques religieuses interdits aux membres du Parti dans la Région autonome du Tibet. Porter des chapelets ou des images religieuses, partager du contenu religieux en ligne ou publier des liens vers de tels contenus, ou encore se prêter à la circumambulation autour de montagnes ou de lacs sont autant d'exemples de pratiques explicitement interdites.

Il est également demandé aux membres du Parti de promouvoir activement la position anti-religion du Parti en conseillant à leurs proches de minimiser leur conscience religieuse, de ne pas dresser d'autels ou accrocher des images religieuses dans leur maison, et de solliciter l'autorisation du Parti avant d'inviter des religieux pour la conduite de rituels lors de mariages et de funérailles, par exemple.

La dichotomie entre la foi et l'idéalisme du Parti constitue un défi constant pour les dirigeants du PCC, qui s'efforcent de façonner des membres tibétains loyaux pour pouvoir assoir le pouvoir du Parti au Tibet. En l'absence de réel progrès dans le processus d'élimination de la foi et de gommage de l'identité des membres tibétains du Parti, ce code de conduite semble la dernière tentative en date de renforcer la position du Parti, par la mise en place d'un règlement régional interdisant complètement les croyances religieuses tibétaines.

Cliquez ici pour lire la traduction réalisée par ICT du code de conduite.

LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

DANS UN TÉMOIGNAGE QUI A RÉCEMMENT FAIT SURFACE, DORJEE TASHI, UN HOMME D'AFFAIRES ET PHILANTHROPE TIBÉTAIN QUI SE TROUVE DANS UN ÉTAT CRITIQUE APRÈS DES ANNÉES DE TORTURE ET D'EMPRISONNEMENT, RÉVÈLE LES MAUVAIS TRAITEMENTS ET LES ACTES DE TORTURE HORRIBLES DONT IL A ÉTÉ VICTIME LORS DE SA DÉTENTION PROVISOIRE.

DORJEE TASHI

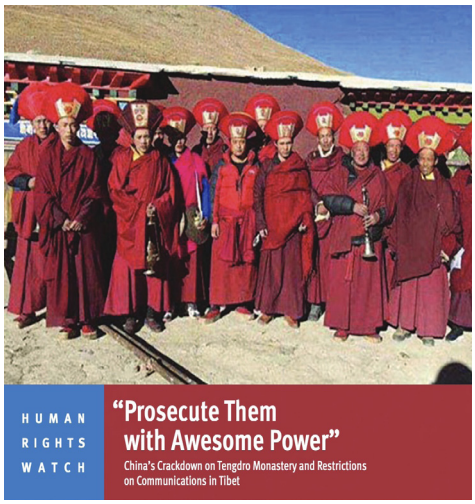
Dorjee Tashi (多吉扎西), considéré comme l'un des hommes les plus riches du Tibet, a été condamné à la prison à vie en 2010, dans le sillage de la répression par le gouvernement chinois des manifestations tibétaines de masse au printemps 2008. Il purge actuellement sa peine dans la prison n° 1 de la Région autonome du Tibet, connue sous le nom de prison de Drapchi, où les prisonniers tibétains sont notoirement torturés. Son épouse, Sonam Choedon (索朗曲珍), n'a plus été autorisée à lui rendre visite depuis décembre 2019.

Dorjee était un homme d'affaires prospère, qui possédait une chaîne d'hôtels de luxe et des entreprises immobilières au Tibet, lorsqu'il a été arrêté en juillet 2008. Il a été accusé de « sécessionnisme » par des dirigeants du Parti malveillants et vindicatifs qui ont tiré avantage de la situation politique au lendemain des manifestations de masse. Les accusations politiques ont par la suite été abandonnées, mais il a été déclaré coupable de « fraude à l'emprunt » et condamné à la prison à vie par le Tribunal populaire intermédiaire de Lhassa le 17 mai 2010. Le tribunal de deuxième instance, la Cour supérieure populaire de la Région autonome du Tibet, a confirmé le verdict le 26 juillet 2010. Dorjee était alors âgé de 36 ans.

International Campaign for Tibet a obtenu le témoignage de Dorjee Tashi sur les actes de torture et les mauvais traitements qu'il a subis lors de ses quatre mois de détention préventive : il a reçu des coups de matraque électrique, il a été menotté à une barre de fer et suspendu en l'air, il a subi de la torture par suffocation, on lui a versé du liquide pimenté chaud dans les narines et il a été privé de sommeil.
International Campaign for Tibet demande la libération immédiate de Dorjee Tashi et une enquête indépendante et impartiale sur ses accusations crédibles de torture et de mauvais traitements. Il faut mettre un terme à l'impunité qui règne au sein du Parti communiste chinois au Tibet en traduisant les responsables en justice. Dorjee Tashi doit également recevoir des soins médicaux en détention et son épouse ainsi que les autres membres de sa famille et son avocat doivent pouvoir lui rendre visite.

SUGGESTION DE LECTURE

RAPPORT DE HUMAN RIGHTS WATCH : « PROSECUTE THEM WITH AWESOME POWER: CHINA'S CRACKDOWN ON TENGDRO MONASTERY AND RESTRICTIONS ON COMMUNICATIONS IN TIBET »



Un nouveau rapport de Human Rights Watch (traduction libre du titre en français : « Les poursuivre avec un pouvoir écrasant : les mesures de répression chinoises à l'encontre du monastère de Tengdro et la restriction des communications au Tibet ») révèle comment les autorités chinoises utilisent le principe de la sécurité préventive pour contrôler tous les aspects de la vie des Tibétains, dans le but, semble-t-il, d'empêcher les Tibétains d'afficher leur loyauté au Dalaï-lama et de pratiquer leurs traditions religieuses.

Ce rapport, publié le 6 juillet, explique en détail comment les autorités chinoises ont procédé à des descentes dans un monastère et un village dans l'ouest du Tibet et emprisonné au secret des moines affiliés à ce monastère, après que la police a examiné le contenu d'un téléphone perdu trouvé dans un café à Lhassa. Ce téléphone contenait des images du Dalaï-lama et des messages sur les fonds versés par les moines à un monastère de la même lignée au Népal, à la suite du séisme survenu en 2015.

À l'issue de procès secrets, quatre moines – Choegyal Wangpo, Lobsang Jinpa, Norbu Dondrub et Ngawang Yeshe – ont été condamnés à des peines de 5 à 20 ans de prison. Selon Human Rights Watch, le cas du monastère de Tengdro serait un exemple de contrôle préventif exercé dans le contexte tibétain, au vu de la sévérité des peines et de l'absence d'informations démontrant une quelconque activité politique ou criminelle grave de la part des moines. *Cliquez ici pour lire le rapport.*

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- **13 SEPTEMBRE – 8 OCTOBRE :** 48ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU
- **11-15 OCTOBRE :** Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 15) à Kunming, en Chine (Partie 1)